
L'ECHO DE LA TURQUIE

NOVEMBRE 2010 NUMERO: 11

TÜSIAD EST MEMBRE DE BUSINESSEUROPE - CONFEDERATION DES ENTREPRISES EUROPEENNES

Secrétariat Général: Meşrutiyet Cad. No: 46 Tepebaşı 34420 İstanbul – Turquie

Ankara: İran Cad. No: 39/4 Gaziosmanpaşa 06700 Ankara – Turquie

Bruxelles: 13, Avenue des Gaulois, 1040 Brussels – Belgique

Washington D.C. : 1250 24th Street, N.W., Suite Nr. 300, Washington D.C. 20037 – USA

Berlin: Märkisches Ufer, 28 Berlin 10179 Allemagne

Paris: 33, Rue de Galilée 75116 Paris – France

Pekin : Beijing Lufthansa Centre, Office C-319, Beijing 100025, P. R. Chine

T: +90 (212) 249 19 29

T: +90 (312) 468 10 11

T: +32 (2) 736 40 47

T: +1 (202) 776 77 70

T: +49 (30) 288 786 300

T: +33 (1) 44 43 55 35

T: +86 (10) 6462 2066

F: +90 (212) 249 13 50

F: +90 (312) 428 86 76

F: +32 (2) 736 3993

F: +1 (202) 776 77 71

F: +49 (30) 288 786 399

F: +33 (1) 44 43 55 46

F: +86 (10) 6462 3206

✉ tusiad@tusiad.org

✉ ankoffice@tusiad.org

✉ bxloffice@tusiad.org

✉ usoffice@tusiad.us

✉ berlinoffice@tusiad.org

✉ parisoffice@tusiad.org

✉ tusiad.china@euccc.com.cn

SOMMAIRE (pp.1-2)

TURQUIE – ECONOMIE	3
Les Entreprises	3
Statkraft construit une centrale hydroélectrique en Turquie	3
Air Liquide construit sa première usine en Turquie	3
Fiat et Opel ont signé un accord pour la production de véhicules en Turquie	3
BBVA rachète des participations dans Garanti Bank	4
Le Groupe Chèque Déjeuner rachète Multinet	4
Le groupe Yıldırım rachète des parts dans CMA CGM	5
Les prix internationaux décernés à Turk Telekom	5
Güler Sabancı, troisième femme d'affaires la plus puissante du monde selon FT	5
Les Rapports	6
Les prévisions sur la croissance économique turque pour 2010-2011, FMI	6
« Turquie : Perspectives économiques », OCDE	6
La notation de la Turquie, Fitch	6
La notation des perspectives du système bancaire turc, Moody's	7
La performance de l'économie turque, HSBC Global Asset Management	7
« Global Economic Outlook », Deloitte Turquie	8
L'analyse sur la notation de la Turquie, Akbank	8
Le rapport sur les investissements étrangers en Turquie, Para	8
L'enquête 2010 sur la confiance des investisseurs concernant la Turquie, Deloitte Turquie	9
Les Politiques et Relations Economiques	9
L'accord de libre échange turco-libanais	9
Le financement des banques de prêts pour Enerjisa	10
L'augmentation du quota de la Turquie dans le FMI	10
Les Données Statistiques	11
L'inflation en octobre	11
Le marché du travail en août	11
La production industrielle en septembre	11
Le taux d'utilisation de capacité en novembre	12
Les exportations en octobre	12
Les investissements directs étrangers en Turquie, janvier – septembre 2010	12
Le secteur automobile en octobre	12
Le tourisme au troisième trimestre	12
TURQUIE - UNION EUROPEENNE	13
La Commission européenne a adopté le rapport de suivi 2010 sur la Turquie	13
L'UE a déployé des équipes RABIT à la frontière gréco-turque	15
AGENDA TUSIAD	16
Le Calendrier des Activités du Mois	16
PUBLICATIONS	20
« Transatlantic Trends 2010 », German Marshall Fund, septembre 2010	20
« Turkey as a Regional Economic Actor: Successes and Weaknesses », Franco Zallio, Mediterranean Policy Program - Series on the Region and the Economic Crisis, German Marshall Fund, 23 novembre	20

« Turkey, the NATO Summit, and After », Dr. Ian O. Lesser, « On Turkey » Paper Series, German Marshall Fund, 23 novembre	20
« The European Commission's 2010 "Progress Report" and Real Progress in Turkey-EU Relations, Emiliano Alessandri, « On Turkey » Paper Series, German Marshall Fund, 16 novembre	21
« Party Oligarchy: Why Turkish Political Parties Fail to Change Their Leaders », Ilter Turan, «On Turkey» Paper Series, German Marshall Fund, 9 novembre	21
« Democratization and Europeanization in Turkey after the September 12 Referendum », Emiliano Alessandri, « Insight Turkey », Center on the United States and Europe, Brookings Institution, 11 novembre	21

SITES UTILES.....22

FICHE D'INFORMATIONS : L'ECONOMIE TURQUE23

Pour les numéros précédents : [Cliquez ici](#)
Pour plus d'information : Didem BORA : bora@tusiad.org

TURQUIE – ECONOMIE

Les Entreprises

Statkraft construit une centrale hydroélectrique en Turquie

« *Statkraft*, l'un des premiers producteurs européens d'énergie renouvelable, a décidé de construire la centrale de Kargi à Corum (Anatolie centrale). Cette structure hydroélectrique, qui sera terminée fin 2013, sera la seconde implantation de l'entreprise norvégienne en Turquie. Avec une capacité installée de 102 MW, Kargi aura une capacité de production annuelle moyenne de 467 GWh, suffisamment pour satisfaire les besoins en électricité d'environ 150 000 foyers turcs. L'investissement devrait coûter environ 250 millions d'euros.

[La centrale serait une base solide en Turquie *Statkraft*,] « un marché où la croissance économique est dynamique, les besoins énergétique en augmentation et le potentiel hydroélectrique prometteur ». [D'une part, elle fournirait] à la Turquie et à l'Europe une énergie plus propre. [D'autre part elle créerait] des emplois et du développement local (...).

Le marché de l'énergie turc grandit plus vite que n'importe quel autre marché en Europe. Les turcs consomment environ 200 TWh d'électricité par an, mais cette consommation devrait atteindre 400 TWh d'ici 2020. L'augmentation de la population et de la consommation par habitant sont les principaux facteurs de cette croissance. Pour l'heure, près de 20 pour cent de l'énergie produite est hydroélectrique et le potentiel de développement de ce secteur est très important en Turquie. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Reuters*

Voir aussi « *l'Echo de la Turquie*, juin 2009, no : 6 »

Air Liquide construit sa première usine en Turquie

« Le producteur français de gaz industriels *Air Liquide* a annoncé (...) un investissement de 35 millions d'euros destiné à la construction de sa première unité de production d'oxygène et d'azote liquides en Turquie, accompagnée d'une unité de conditionnement. Cette unité, installée dans la région d'Ankara, permettra d'approvisionner toute l'Anatolie centrale, bassin industriel en fort développement où sont implantées de nombreuses industries de pointe. (...) *Air Liquide* a également signé un contrat avec l'Université technologique du Moyen-Orient (ODTÜ) pour son laboratoire de recherches photovoltaïques (GÜNAM). *Air Liquide* fournit à (...) [ODTÜ] des gaz spéciaux et ultra purs pour la fabrication de cellules solaires. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

Le communiqué de presse : [Cliquez ici](#)

Fiat et Opel ont signé un accord pour la production de véhicules en Turquie

« *Fiat* et *Opel* ont signé un accord prévoyant la production en Turquie par le groupe italien de véhicules utilitaires pour le compte du groupe allemand à partir de décembre 2011. (...) »

Ces véhicules seront produits à Bursa en Turquie dans l'usine de *Tofas*, coentreprise entre *Fiat* et le turc *Koç Holding*. Le modèle, qui sera basé sur la plateforme du véhicule utilitaire Fiat Doblo,

"substituera le véhicule utilitaire léger Opel Combo" dans la gamme du constructeur allemand mais conservera le nom Combo (...). Il sera vendu par les concessionnaires *Opel* et *Vauxhall* en Europe et sur les autres marchés, à l'exception de la zone Alena (Etats-Unis, Canada, Mexique), à partir de janvier 2012.

Selon les termes de l'accord, *Fiat* fournira au moins 250.000 véhicules à *Opel*, dont 6.000 en 2011. *Tofas* produira donc au total 1,3 million de véhicules à partir de cette plateforme.

Fiat avait échoué à racheter *Opel*, filiale européenne du géant américain *General Motors*, en 2009. L'équipementier canadien *Magna* lui avait été préféré dans un premier temps avant que *GM* ne fasse volte-face et ne décide finalement de conserver *Opel* dans son giron. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

BBVA rachète des participations dans *Garanti Bank*

« Le deuxième groupe bancaire espagnol [BBVA] a annoncé ce matin le rachat de 24,9% de la banque turque *Garanti Bank* pour 5,8 milliards de dollars (4,2 milliards d'euros), s'offrant ainsi une place de choix dans un pays stimulé par une très forte croissance. (...) Le groupe espagnol a simultanément annoncé devoir procéder à une augmentation de capital de 5,06 milliards d'euros pour améliorer la structure des fonds propres et qui pourra financer sa prise de participation dans *Garanti Bank*.

Si l'opération est validée par les autorités de la concurrence concernées, *BBVA* rachètera 18,6% du capital détenu par *General Electric (GE)* pour un montant de 3,78 milliards de dollars ainsi que 6,3% du capital détenu par l'actionnaire de référence de *Garanti Bank*, le groupe *Dogus*, pour 2,06 milliards de dollars. *BBVA* et *Dogus* détiendront ainsi chacun 24,9% de *Garanti*, tandis que *GE* passera à 2,25%. (...) L'accord conclu ouvre la voie à une prise de contrôle de *BBVA* sur *Garanti Bank*, considérée comme indispensable par les dirigeants de la banque espagnole. (...) Dans un premier temps, *BBVA* et *Dogus* seront représentés à égalité dans les instances dirigeantes de *Garanti Bank* et la géreront conjointement. Puis, *BBVA* pourra exercer une option d'achat de 1% du capital de *Garanti Bank* au minimum cinq ans après la conclusion de la transaction ou dès que *Dogus* décidera de vendre des actions.

Considérée comme l'une des banques turques les mieux gérées, *Garanti Bank* compte plus de 9,5 millions de clients, un réseau de 837 agences et 20.000 employés en Turquie et en Roumanie. Cette prise de participation témoigne de la stratégie de diversification géographique menée par *BBVA*. Le deuxième groupe bancaire espagnol, qui réalise un tiers de son activité en Espagne et au Portugal, a vu ses résultats au troisième trimestre plombé par un marché ibérique en berne du fait de la faiblesse des taux d'intérêt et de la guerre que se livrent les banques espagnoles pour capter les dépôts. » *Chambre de commerce française en Turquie, Les Echos*

Le Groupe Chèque Déjeuner rachète *Multinet*

Poursuivant sa croissance à l'international, le numéro trois mondiale des titres spéciaux de paiement le *Groupe Chèque Déjeuner* a racheté la société turque *Multinet*. Avec un chiffre d'affaires de 250 millions d'euros, *Multinet* est l'un des leaders sur le marché turc.

« *Multinet* propose en effet une offre 100 % sous forme de cartes : cartes déjeuner (90 % de son activité), hôtel ("corporate"), carburant, cadeaux, universitaire, multiservices... et dispose de ses propres terminaux de paiement (27.000).

Tout récemment le *Groupe Chèque Déjeuner* a lancé en phase test des cartes en Slovaquie et en République tchèque et développe d'autres supports sur téléphone mobile ou Internet. L'une de ses filiales, *CEV*, est membre fondateur du pôle de compétitivité Transactions Electroniques Sécurisées. La spécificité du *Groupe Chèque Déjeuner* est d'être une SCOP [(Société Coopérative de Production)] et de se développer particulièrement sur le marché des titres à vocation sociale et culturelle. Créée en 1964, la coopérative, forte aujourd'hui de 2.268 collaborateurs, a réalisé un volume d'affaires de 4 milliards d'euros en 2009 et dégagé un résultat net part du groupe de 23 millions. » *Chambre de commerce française en Turquie, Les Echos*

Le communiqué de presse : [Cliquez ici](#)

Le groupe *Yildirim* rachète des parts dans *CMA CGM*

Le groupe turc *Yildirim* rachète 20% du capital du groupe français de transport maritime en conteneurs *CMA CGM*. « Le groupe turc, présent dans le transport maritime pétrolier et déjà par ailleurs partenaire de l'armateur, "s'engage à investir dans *CMA CGM* un montant de 500 millions de dollars" sous la forme "d'une souscription d'obligations remboursables en actions (ORA) d'une durée de 5 ans, donnant accès à 20% du capital". *Yildirim* disposera de trois représentants au sein du conseil d'administration du groupe sur un total de 10 (...). » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

Le communiqué de presse : [Cliquez ici](#)

Yildirim Holding : [Cliquez ici](#)

Les prix internationaux décernés à *Turk Telekom*

Le premier opérateur turc de téléphonie fixe *Turk Telekom* est désigné le "Meilleur opérateur de ligne fixe" au concours organisé par le Conseil des télécommunications d'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (SAMENA) à Casablanca.

« *Turk Telekom* s'est également vu attribuer récemment par le magazine *World Finance* les titres d'"Opérateur de télécommunications entièrement intégré de l'année" et de "Meilleur opérateur de ligne fixe". Le magazine a aussi décerné un prix à *Turk Telekom* dans la catégorie "Innovation de l'année dans les télécommunications". » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Hurriyet Daily News*

Turk Telekom : [Cliquez ici](#)

Güler Sabancı, troisième femme d'affaires la plus puissante du monde selon FT

Güler Sabancı, la présidente du Conseil d'administration du groupe turc *Sabancı*, est désignée troisième femme d'affaires la plus puissante parmi les 50 au classement mondial 2010, réalisé par le quotidien britannique *Financial Times*. Les deux premiers rangs ont été occupés respectivement par Indra Nooy (*Pepsico*) et Andrea Jung (*Areva*). *ntvmsnbc*

Les Rapports

Les prévisions sur la croissance économique turque pour 2010-2011, FMI

« La Turquie figurera parmi les trois pays qui vont enregistrer une croissance de plus de 5 pour cent en Europe sur la période 2010-2011 et prendra la deuxième place après le Bélarus, selon des données publiées par le Fonds monétaire international (FMI). Les données du FMI suggèrent que le Bélarus atteindra un taux de 6,9 pour cent, suivi par la Turquie avec 5,8 pour cent. Derrière la Turquie, le Kosovo sera le troisième pays dont la croissance sera supérieure à 5 pour cent.

Des pays d'Asie tels que la Chine et l'Indonésie afficheront également une croissance de plus de 5 pour cent, ainsi que l'Égypte et l'Éthiopie en Afrique, tandis que des économies plus grandes telles que les États-Unis, le Canada, la Russie et le Japon enregistreront une croissance comprise entre 2 et 5 pour cent. Les pays qui vont subir une baisse de leurs performances économiques sur la période considérée sont la Grèce, le Venezuela et la Roumanie. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Dünya*

« Turquie : Perspectives économiques », OCDE

« La reprise amorcée [de la Turquie] au deuxième trimestre 2009 est restée vigoureuse en 2010. L'augmentation du PIB devrait dépasser 8 % cette année et rester supérieure à 5 % en 2011 et 2012 lorsque s'atténuera le rebond des exportations, de la consommation et de l'investissement après la crise.

Les autorités ont annoncé un durcissement progressif des politiques budgétaire et monétaire, et ont publié en octobre un programme économique à moyen terme marqué par la prudence. Les recettes supplémentaires générées si la croissance s'avère plus forte que prévu devraient être épargnées afin d'éviter les dépenses procycliques. La poursuite des réformes structurelles visant à renforcer la productivité et la création d'emplois dans le secteur formel permettrait d'ancrer une croissance plus équilibrée et plus durable. » *OCDE*

Pour plus d'information : [Cliquez ici](#)

La notation de la Turquie, Fitch

« L'agence de notation Fitch a réévalué la notation des perspectives de la Turquie, qui passe ainsi (...) de "positive" à "stable", sur la base de la reprise économique du pays et de l'amélioration de ses finances publiques.

[Selon Fitch,] l'amélioration des finances publiques de la Turquie augmente la confiance portée à sa solvabilité souveraine. La dynamique de la dette est favorable, avec le soutien d'une forte croissance du PIB et d'une chute marquée des taux d'intérêts. (...) Le gouvernement allonge la maturité de sa dette, ce qui réduit le risque de marché, tandis qu'un marché profond local soutient le financement, ainsi qu'un volume important d'entrées de capitaux (...). Fitch pronostique que la Turquie va enregistrer une croissance de 8 pour cent cette année, un chiffre supérieur aux prévisions du gouvernement (6,8 pour cent). » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Reuters*

La notation des perspectives du système bancaire turc, Moody's

« L'agence internationale de notation financière Moody's a rehaussé l'évaluation des perspectives du système bancaire turc, qui passe ainsi de "stable à négatif " à "stable".

Dans une déclaration, Moody's précise que des perspectives "stables" du système bancaire du pays correspondent à une meilleure position en termes de capital et de liquidités et à l'augmentation de la qualité des actifs. Selon cette déclaration, les bénéfices nets des banques et les marges d'intérêts nettes resteront correctes et la forte croissance de l'économie turque générera par ailleurs une augmentation des activités bancaires, stimulant ainsi la rentabilité. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Aksam*

La performance de l'économie turque, HSBC Global Asset Management

HSBC Global Asset Management a publié une analyse sur la Turquie dans laquelle elle a souligné « les performances élevées de la Turquie pendant la crise financière et s'est félicitée des réformes structurelles mises en œuvre au cours de la dernière décennie. Selon cette analyse, les récentes réévaluations constituent pour le pays des étapes préalables à l'obtention du statut "investment grade", largement attendu dès l'année prochaine. »

La société d'investissement a indiqué que ses portefeuilles « investis sur les marchés émergents accordent une place importante aux valeurs turques depuis deux ans et ont profité de leurs bonnes performances (...) [et] que le marché turc devrait continuer de performer.

[Selon HSBC Global Asset Management :]

- Le ratio cours/bénéfice de la Turquie est de 10,7 x pour 2011, et reste encore abordable par rapport à l'ensemble de l'univers des marchés émergents (11,6 x).
- [La société pourrait] encore réaliser des rendements positifs, à un rythme moins soutenu toutefois, et que la livre turque résistera mieux par rapport au panier de devise euro et dollar américain.
- [La croissance économique turque] (...) devrait atteindre 7,3% en 2010 et 4,5% en 2011 (source : Bloomberg Contributor Composite), soit la croissance la plus forte de l'univers Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA).
- Les actions turques semblent plus chères que celle de l'univers EMEA (9,5 x), mais les prévisions de croissance plus favorables justifient la prime de la Turquie. (...)
- La Turquie conserve un bêta élevé pour la croissance mondiale. Des facteurs tels que le faible niveau d'endettement des ménages et de l'État laissent présager une forte croissance. L'endettement des ménages s'élève à seulement 15% du PIB, l'un des taux les plus faibles d'Europe ; et la dette publique à 42% du PIB – la Turquie étant d'ailleurs la seule économie d'Europe pour laquelle ce ratio devrait baisser cette année.
- La Turquie dispose également d'un solide secteur bancaire, bien capitalisé et toujours très rentable. Parallèlement, les taux d'intérêt ont atteint leur plus bas historique, à un chiffre pour la première fois. La forte demande intérieure, le faible niveau des stocks et de pénétration

financière nous confortent dans le scénario d'une croissance soutenue. (...) les investisseurs locaux ne détiennent que peu d'actions. Cependant, les taux d'intérêt historiquement faibles attireront inévitablement leur appétit pour les actions, avec un impact favorable sur leurs cours.

- En termes d'investissement, (...) les secteurs industriels pourraient relancer la reprise de la production. L'automobile, l'acier, les engrais, l'énergie, la construction et l'aéronautique sont les secteurs favoris du fonds HSBC GIF Turkey Equity. Récemment, la pondération des banques turques dans le portefeuille a été réduite en raison des perspectives de résultats plutôt défavorables pour 2011. Le principal risque de ce marché réside dans le creusement du déficit de la balance courante.
- Toutefois, ceci ne devrait pas constituer une menace sérieuse à court terme, étant donné le haut niveau d'afflux de capitaux et la tendance à la hausse des réserves de change. Pour le moment, la majeure partie du flux de capitaux arrive sous forme d'investissement en portefeuilles. Cependant, elle devrait se transformer en investissements directs étrangers et en emprunts du secteur des entreprises si l'économie turque maintient son rythme de croissance. *Chambre de commerce française en Turquie, AOF, Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Dunya*

Le communiqué de presse : [Cliquez ici](#)

« Global Economic Outlook », Deloitte Turquie

Selon le rapport trimestriel « Global Economic Outlook » de Deloitte Turquie, l'économie turque, grâce à sa bonne performance, se démarquerait par rapport aux autres économies du monde. Selon l'analyse, la Turquie pourrait afficher une forte croissance économique si elle poursuit ses réformes et consolide ses institutions. Le rapport indique que la Turquie pourrait aussi accéder au statut "investment grade". *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Hurriyet Daily News*

L'analyse sur la notation de la Turquie, Akbank

Selon l'analyse de la banque turque *Akbank*, « au vu de la discipline fiscale de la Turquie, de l'inflation en baisse, de la croissance rapide et des déséquilibres commerciaux limités, les organismes de notation devraient attribuer [à la Turquie] une notation "investment grade" [en 2012].

L'analyse souligne que la Turquie est considérée par les prêteurs comme un pays à faibles risques, or elle est moins bien classée que d'autres pays comparables. Cela signifie qu'elle mérite une hausse de sa notation. L'analyse a confirmé que les agences de notation devraient rehausser le statut de la Turquie, qui passera de "stable outlook" à "investment grade" dès l'année prochaine. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Dünya*

Le rapport sur les investissements étrangers en Turquie, Para

« Les investisseurs étrangers à la recherche de fusions et d'acquisitions (F&A) surveillent étroitement les petites et moyennes entreprises turques. Selon un rapport publié dans l'hebdomadaire turc *Para*, quelque 40 fonds privés d'investissement recherchent des transactions avec des sociétés turques.

Le rapport indique que les investisseurs étrangers s'intéressent aujourd'hui de plus en plus aux PME turques, tout comme sur la période 2004-2008, alors que les grandes sociétés turques manifestaient une demande élevée pour les activités de fusion et d'acquisition. La majorité des investisseurs recherchent des sociétés dans les secteurs des services financiers et de l'énergie. Selon une enquête menée lors de l'événement M&A International organisé à Istanbul le mois dernier, 67 pour cent des 116 investisseurs issus de 37 pays pensent que l'intérêt porté à la Turquie va considérablement augmenter dans un futur proche. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Para*

L'enquête 2010 sur la confiance des investisseurs concernant la Turquie, Deloitte Turquie

« L'enquête 2010 de *Deloitte* sur la confiance des investisseurs en capital-risque concernant la Turquie a révélé que 59 pour cent des participants s'attendaient à des résultats positifs au deuxième semestre de cette année et que 82 pour cent d'entre eux envisageaient des acquisitions. [La confiance des investisseurs vis-à-vis de la Turquie aurait ainsi retrouvé son niveau de 2007] La solide structure du secteur bancaire turc contribue à rendre le pays plus attractif aux yeux des investisseurs, tandis que les banques d'Europe occidentale, frappées par la crise et accablée de dettes, continuent de lutter pour se remettre sur pied. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Hürriyet*

Les Politiques et Relations Economiques

L'accord de libre échange turco-libanais

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan s'est rendu le 24 novembre au Liban pour entamer une visite de deux jours. Il a été accueilli par son homologue libanais Saad Hariri.

Les deux premiers ministres ont participé à la conférence annuelle de l'Union des banques arabes le 25 novembre à Beyrouth. Ils se sont entretenus sur le renforcement des liens économiques entre la Turquie et le Liban.

Hariri a réitéré la volonté du Liban de se rapprocher de la Turquie. Il a souligné que la Turquie est devenue une puissance régionale avec une présence mondiale dans divers domaines et que le Liban aspire à accroître les réseaux de coopération bilatérale dans les différents domaines économiques, de développement et d'investissement. Il a ajouté que « le pays du Cèdre souhaite développer des partenariats entre les secteurs privés libanais et turc, et d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays. Hariri a exprimé en outre son souhait de voir l'accord quadripartite de libre-échange (Turquie, Syrie, Liban, Jordanie) englober, à terme, d'autres pays de la région.

Abondant dans le même sens, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a souligné la nécessité de dynamiser les relations entre la Turquie et le monde arabe, mettant l'accent, en parallèle, sur les points forts de l'économie turque. Il a notamment évoqué à cet égard la stabilité et la résilience de son pays face aux turbulences internationales. Le Premier ministre turc a ainsi appelé les investisseurs arabes à se rendre en Turquie. »

Dans le cadre de cette visite, suite à six ans de négociations, la Turquie et le Liban ont signé un accord de libre échange le 24 novembre. « Celui-ci découle de l'accord-cadre quadripartite signé à Istanbul en juin dernier entre le Liban, la Turquie, la Syrie et la Jordanie. Il vise notamment à créer une zone de libre circulation des personnes, des biens et services ainsi que des capitaux dans un délai maximal de 10 ans après son entrée en vigueur.

La levée des obstacles, en ce qui concerne les marchandises entre le Liban et la Turquie, ne sera pas toutefois immédiate ou totale, les deux pays ayant convenu de limiter la liberté du commerce dans le secteur agricole à 20 produits en raison de la fragilité du secteur agricole libanais. (...)

Au niveau des produits industriels, ces derniers seront pour leur part divisés en trois groupes : le premier groupe sera exempté des droits de douane dès que le Parlement libanais ratifiera l'accord. Le deuxième groupe sera progressivement exempté des droits de douane sur une période de cinq ans. Pour le troisième et dernier groupe, il devrait être exempté de tarifs d'ici à cinq ans, ce qui permettra aux industriels libanais de s'adapter à la liberté de circulation des marchandises. (...)

Le volume total des échanges entre la Turquie et le Liban a totalisé l'an dernier près de 800 millions de dollars. Ces échanges sont aujourd'hui en constante augmentation, les exportations turques vers le Liban ayant atteint 576 millions de dollars au cours des dix premiers mois de 2010 (4 % du total des importations du Liban, en hausse de 6 % par rapport à la même période de l'an dernier), tandis que le total des exportations du pays du Cèdre en direction de la Turquie a totalisé 192 millions de dollars fin octobre (6 % du total des exportations libanaises, en hausse de 120 % par rapport à la même période de 2009). » *Chambre de commerce française en Turquie, L'Orient le Jour*

Le financement des banques de prêts pour *Enerjisa*

« Le producteur d'énergie turc *Enerjisa* a lancé une syndication pour un prêt de 700 millions d'euros (973 millions de dollars US) via de grandes banques de prêt mandatées et coordonnées: IFC, UniCredit Bank et WestLB (...).

La syndication fait partie d'un paquet de financement de 1 milliards d'euros pour *Enerjisa*, filiale commune du groupe *Sabanci* et de *Verbund*, qui visera à alimenter la seconde phase du programme d'investissement de la société (...).

Le financement sera utilisé pour mettre sur pieds un portefeuille de production d'électricité de 1045MW regroupant la centrale à cycle combiné au gaz naturel de Bandirma II, les centrales hydroélectriques de Dogancay et de Yamanli II et le parc éolien de Dagpazari. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Reuters*

L'augmentation du quota de la Turquie dans le FMI

« La Turquie est la 20^e économie du Fond monétaire international (FMI) depuis que le conseil d'administration du FMI a approuvé la proposition de réforme administrative après une journée de discussions. La réforme suggère une augmentation des quotas des pays émergents, dont la Turquie. Le quota attribué à la Turquie est passé de 0,658 pour cent à 0,977 pour cent, ce qui place l'économie turque en 20^e position au sein de l'organisation. Le droit de vote du pays dans l'organisation a également augmenté, passant à 0,953 pour cent. Le quota de la Turquie frôle ainsi 1 pour cent, contre 0,6 pour cent en 2008.

Suite à la réforme, les 20 premières économies du FMI se classent de la façon suivante : États-Unis, Japon, Chine, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Inde, Russie, Brésil, Canada, Arabie Saoudite, Espagne, Mexique, Pays-Bas, Corée du Sud, Australie, Belgique, Suisse et Turquie. » *Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement, Dokuz Sutun*

Les Données Statistiques

L'inflation en octobre

Selon le TUIK, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1.83% en octobre 2010 en affichant une baisse de 0.58 point de pourcentage, comparé à l'évolution observée au même mois de l'année précédente.

	Variation Annuelle (%)		Variation Mensuelle (%)	
	Octobre 2009	Octobre 2010	Octobre 2009	Octobre 2010
Indice Prix à la Consommation	5.08%	8.62%	2.41%	1.83%
Indice Prix à la Production	0.19%	9.92%	0.28%	1.21%

Le marché du travail en août

Selon les résultats des enquêtes du TUIK sur la main d'œuvre, le taux de chômage turc a baissé à 11.4% en août affichant une baisse de 2 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente.

Taux (en %)	2009	2010
<i>Participation à la Population Active</i>	49.3%	49.7%
<i>Taux de Chômage</i>	13.4%	11.4%
<i>Chômage Urbain</i>	16.5%	14.0%
<i>Chômage Rural</i>	7.4%	6.2%
<i>Chômage Hors Agriculture</i>	17.0%	14.5%

Répartition de l'emploi parmi les secteurs		
Secteurs	2009	2010
<i>Agriculture</i>	26.4%	26.6%
<i>Industrie</i>	18.5%	19.5%
<i>Construction</i>	6.5%	6.6%
<i>Services</i>	48.6%	47.2%

La production industrielle en septembre

Selon le TUIK, le niveau annuel de la production industrielle a augmenté de 10.4% en septembre 2010, comparée au même mois de l'année précédente.

Evolutions en % :	Septembre 2009	Septembre 2010
Production Industrielle	-8.9%	10.4 %
<i>Secteur Manufacturier</i>	-9.7%	10.9 %
<i>Métallurgie</i>	-5.5%	0.9 %
<i>Electricité, Gaz, Eau</i>	-3.9%	10.8%

Le taux d'utilisation de capacité en novembre

Selon la Banque Centrale de Turquie, le taux d'utilisation de capacité dans l'industrie manufacturière a enregistré une hausse de 6.1 points de pourcentage en novembre 2010 comparée à la même période de l'année précédente et s'est élevé à 75.9%.

Les exportations en octobre

Selon les données de l'Assemblée des Exportateurs de Turquie (TIM), les exportations au mois d'octobre ont augmenté de 8.84% par rapport au même mois de l'année précédente pour atteindre 10,790 milliards de dollars.

	Exportations en octobre (en milliards de \$)			
	2009	2010	Evolution	Part dans les Exportations
Secteur Agricole	1,396	1,514	8.44%	14.03%
Secteur Industriel	8,304	8,917	7.39 %	82.64%
Métallurgie	0,214	0,359	67.99%	3.33%
Total	9,914	10,790	8.84%	100%

Les investissements directs étrangers en Turquie, janvier – septembre 2010

Selon le Sous-secrétariat d'Etat au Trésor, la Turquie a accueilli 5,202 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) pendant la période janvier-septembre 2010 affichant une baisse de 20.9% par rapport à la même période de l'année précédente.

Plus d'information : [Cliquez ici](#)

Le secteur automobile en octobre

Selon les données de l'Association des Manufacturiers d'Automobile de Turquie (OSD), les exportations mensuelles ont été 1,564 milliards de dollars au mois d'octobre 2010, réalisant une hausse de 0.5% par rapport au même mois de l'année précédente.

Plus d'information : [Cliquez ici](#)

Le tourisme au troisième trimestre

Selon le TUIK, la Turquie a accueilli 13.861.776 touristes au troisième trimestre 2010. Les recettes touristiques ont atteint 8,575 milliards de dollars. Le nombre de touristes ont augmenté de 1.2% et les recettes touristiques ont diminué de 10% par rapport à la même période de l'année précédente.

TURQUIE - UNION EUROPEENNE

La Commission européenne a adopté le rapport de suivi 2010 sur la Turquie

La Commission européenne a adopté son document annuel de stratégie en matière d'élargissement et le rapport de suivi 2010 sur la Turquie.

« Concernant la Turquie, la Commission a conclu que le pays avait progressé dans le respect des critères d'adhésion à l'UE, en particulier grâce à la réforme de sa constitution. Toutefois, des avancées sont encore nécessaires s'agissant des droits fondamentaux, notamment pour garantir l'exercice effectif de la liberté d'expression. Dans l'ensemble, les négociations d'adhésion ont connu une certaine progression, bien que relativement lente. Si la Turquie met pleinement en œuvre les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'union douanière avec l'UE et avance sur la voie de la normalisation de ses relations avec Chypre, elle sera à même d'accélérer le rythme des négociations.

Avant l'adoption du rapport, le commissaire Füle a fait la déclaration suivante: «Malgré les avancées globales enregistrées en 2009, nous redoutons un essoufflement du processus d'adhésion de la Turquie. Il appartient en priorité à la Turquie de changer cette situation en mettant pleinement en œuvre ses actuelles relations contractuelles avec l'UE - dans le cadre de l'union douanière - avant d'être en mesure d'envisager une adhésion pleine et entière à l'Union».

Critères politiques

La Turquie continue de remplir suffisamment les critères politiques. La série de modifications constitutionnelles approuvées par référendum le 12 septembre a créé les conditions requises pour progresser dans un certain nombre de domaines, dont le système judiciaire et les droits fondamentaux ainsi que l'administration publique. Les réformes limitent la compétence des tribunaux militaires, restructurent la Cour constitutionnelle, élargissent la composition du Haut conseil de la magistrature, le rendant ainsi plus représentatif de l'appareil judiciaire dans son ensemble, renforcent les droits des syndicats dans le secteur public, servent de base à l'adoption de mesures spéciales de protection des droits des femmes et des enfants, et garantissent la protection des données à caractère personnel ainsi que le droit de faire appel à un médiateur.

La mise en œuvre des modifications constitutionnelles de façon transparente et participative est essentielle. De plus, des efforts importants restent nécessaires sur le plan des droits fondamentaux. Les journalistes sont constamment l'objet de poursuites judiciaires et de condamnations, et les pressions exercées sur les médias nuisent à l'exercice de la liberté de la presse. Les communautés religieuses non musulmanes, de même que celle des Alévis, continuent de se heurter à des entraves abusives. «L'ouverture démocratique», qui visait notamment à trouver une solution à la question kurde, n'a donné que des résultats limités.

Pour ce qui est des questions régionales et des obligations internationales, la Turquie a exprimé son soutien aux négociations engagées, dans le cadre de la mission de bons offices du secrétaire général des Nations unies, entre les dirigeants des deux communautés en vue de trouver une solution à la question chypriote. La Turquie ne s'est toujours pas conformée à son obligation de mise en œuvre intégrale et non discriminatoire du protocole additionnel à l'accord d'association. Aucune avancée n'est

à signaler dans la normalisation des relations bilatérales avec la République de Chypre. S'agissant des relations avec la Grèce, on observe une nouvelle motivation en faveur d'un réchauffement des relations bilatérales.

Critères économiques

La Turquie constitue une économie de marché viable. Elle devrait être à même de faire face aux pressions concurrentielles et aux forces du marché au sein de l'Union à moyen terme, pour autant qu'elle mette en œuvre son programme global de réformes visant à remédier aux faiblesses structurelles.

La croissance économique a connu une reprise en 2009 et s'est accélérée en 2010, compensant la plupart des pertes engendrées par la crise. La viabilité budgétaire a été maintenue et l'accès au financement extérieur a continué de ne pas poser de problèmes tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Le degré d'intégration économique et commerciale avec l'UE est resté élevé et la Turquie a renforcé sa présence sur de nouveaux marchés.

Le processus de privatisation et les réformes économiques ont progressé, mais à un rythme plus lent. Le taux de chômage est plus élevé qu'avant la crise et les déséquilibres externes ainsi que les besoins de financement extérieur ont augmenté. L'accès des PME au financement demeure difficile.

Législation de l'UE

La Turquie a continué d'améliorer son aptitude à assumer les obligations découlant de l'adhésion en alignant ses lois et règlements sur ceux de l'UE. L'adoption, en octobre, par la Grande Assemblée nationale de Turquie, d'une loi sur les aides d'État est une avancée importante dans la perspective de l'ouverture de négociations d'adhésion dans le domaine de la concurrence. Le pays doit encore aller de l'avant dans l'alignement de sa législation, en particulier dans les domaines de la pêche, des politiques sociales, de la justice et des affaires intérieures. Pour ce qui est de l'Union douanière, un certain nombre de différends commerciaux de longue date demeurent non résolus. Dans la plupart des domaines, il est capital que la Turquie améliore sa capacité administrative à appliquer et à faire respecter la législation liée à l'UE.

La Turquie demeure un partenaire important dans le domaine de la sécurité énergétique de l'UE. La Turquie a ratifié l'accord intergouvernemental sur la création du gazoduc Nabucco. La signature, en mars 2010, de l'accord aérien horizontal entre l'UE et la Turquie ouvre la voie à une coopération plus étroite entre la Turquie et l'UE dans le secteur de l'aviation. Des progrès sensibles ont été observés sur la voie du parachèvement des négociations relatives à un accord de réadmission entre l'UE et la Turquie.

État d'avancement des négociations d'adhésion

Deux chapitres ont été ouverts au cours de la période de référence: environnement et sécurité alimentaire. Au total, 13 des 33 chapitres de négociation ont été ouverts depuis que les négociations d'adhésion avec la Turquie ont été engagées le 3 octobre 2005. Un chapitre a été provisoirement clôturé¹. En outre, des critères de référence ont été fixés comme conditions à remplir pour l'ouverture de négociations relatives à huit autres chapitres.

Étant donné que la Turquie n'a pas mis intégralement en œuvre le protocole additionnel à l'accord d'association, l'Union européenne a décidé, en décembre 2006, de ne pas ouvrir les négociations

portant sur huit chapitres et de ne pas permettre la clôture provisoire de chapitres tant que la Turquie n'aura pas satisfait à ses obligations. » *Commission européenne*

Le communiqué de presse (09.11.2010), Commission européenne : [Cliquez ici](#)

« *Turkey 2010 Progress Report* » : [Cliquez ici](#)

« *Conclusions on Turkey* » : [Cliquez ici](#)

« *Stratégie d'élargissement et principaux défis 2010-2011* » : [Cliquez ici](#)

L'UE a déployé des équipes RABIT à la frontière gréco-turque

La Commissaire européenne chargée des affaires intérieures Cecilia Malmström a annoncé le déploiement des équipes RABIT (équipe d'intervention rapide aux frontières) de l'agence européenne FRONTEX à la frontière gréco-turque pour le renforcement des frontières extérieures de l'Union européenne. L'activation des équipes RABIT à la suite de la demande du gouvernement grec à la Commission européenne vise à freiner les flux massifs de migrants irréguliers vers l'Europe via la Grèce et la Turquie.

AGENDA TUSIAD

Le Calendrier des Activités du Mois

- **29 novembre** – La présidente de la TUSIAD Ümit Boyner à la 16ème Conférence de la CCNUCC ; Cancun, Mexique (*voir ci-dessous*)
- **24 novembre** – Séminaire et présentation du rapport: World Energy Outlook 2010 de l'AIE ; Istanbul (*voir ci-dessous*)
- **24 novembre** – Séminaire: « L'interprétation et la preuve en droit fiscal turc » ; Istanbul
- **23 novembre** – Conférence : « Le développement régional et le rôle des milieux d'affaires » ; TUSIAD, TURKONFED, Edirne (*voir ci-dessous*)
- **12 novembre** – Conférence : « Le nouvel ordre financier d'après-crise » ; Forum de Recherche Economique TUSIAD-Université Koç, Istanbul (*voir ci-dessous*)
- **11-12 novembre** – La présidente de la TUSIAD Ümit Boyner au Sommet des affaires B20 ; Séoul, Corée du Sud (*voir ci-dessous*)
- **6 novembre** – Table ronde du Forum de Politiques Industrielles; TUSIAD, Istanbul (*voir ci-dessous*)
- **5 novembre** – Présentation du rapport: « La démographie et la gouvernance vers 2050 : Aperçu du système de l'éducation »; TUSIAD, Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), Istanbul
- **4 novembre** – La remise du « Prix du Bosphore pour la Compréhension européenne 2010 » à Dr. Arend Oetker (*voir ci-dessous*)
- **4 novembre** – Le 6ème Congrès sur la Concurrence : « La Compétitivité dans la conception de l'avenir »; Forum de Concurrence TUSIAD-Université Sabancı, Fédération des Associations Sectorielles (SEDEFED), Istanbul (*voir ci-dessous*)
- **2-3 novembre** – Séminaire de BOSMIP III sur le changement climatique ; TUSIAD, TISK et BUSINESSEUROPE, Abant (*voir ci-dessous*)

29 novembre – La présidente de la TUSIAD Ümit Boyner à la 16ème Conférence de la CCNUCC

La présidente de la TUSIAD Ümit Boyner a participé à la 16ème Conférence de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui se tient les 29 novembre et 10 décembre à Cancun au Mexique.

Dans le cadre de cette conférence, la TUSIAD a organisé, un séminaire intitulé « Le secteur privé et le changement climatique » le 2 décembre pour évaluer les impacts de l'adoption, par la Turquie, des politiques de changement climatique, sur sa compétitivité dans les marchés national et international.

La TUSIAD en tant qu'organisation de la société civile et représentant des milieux d'affaires et des industries, accrédité par le secrétariat de la CCNUCC a fait partie de la délégation officielle turque à Cancun.

24 novembre – Séminaire et présentation du rapport: World Energy Outlook 2010 de l'AIE

Le rapport World Energy Outlook 2010 de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a été présenté en Turquie lors d'un séminaire organisé à Istanbul par le groupe de travail « Energie » sous la Commission de l'industrie, des services et de l'agriculture de la TUSIAD.

Les discours d'ouverture du séminaire ont été prononcés par la présidente de la TUSIAD Ümit Boyner et le ministre de l'énergie Taner Yıldız. Le rapport a été présenté par Dr. Fatih Birol, économiste en chef de l'AIE. La présentation du rapport a été suivie par le séminaire intitulé « Les politiques de marchés énergétiques en vue de devenir une puissance régionale ».

23 novembre – Conférence : « Le développement régional et le rôle des milieux d'affaires »

La quatrième conférence sur le thème « Le développement régional et le rôle des milieux d'affaires » organisée par la TUSIAD et la Confédération Turque des Entreprises et des Milieux d'Affaires (TURKONFED) s'est tenu le 23 novembre à Edirne.

L'initiative a pour objectif d'améliorer la coopération entre les agences de développement et les organisations représentant le monde des affaires en Turquie. Les conférences précédentes ont eu lieu le 21 juin à Trabzon et le 24 mai à Gaziantep.

Pendant cette conférence le protocole fondateur de la Fédération de Trade établie au sein de la TURKONFED a été signé.

12 novembre – Conférence : « Le nouvel ordre financier d'après-crise »

Le Forum de Recherche Economique TUSIAD-Université Koç a organisé une conférence intitulée «Le nouvel ordre financier d'après-crise» à Istanbul.

Le gouverneur de la Banque Centrale de la République de Turquie Durmuş Yılmaz, le vice-président de la TUSIAD Haluk Dinçer et le recteur de l'Université Koç Umran Inan ont prononcé les discours d'ouverture.

Le directeur de recherche de la Banque Centrale Européenne a fait une intervention sur la nouvelle politique macroprudentielle en Europe et aux Etats-Unis. La conférence a été clôturée par le président de l'Agence turque de régulation et de supervision des banques (BDDK) Tefik Bilgin.

11- 12 novembre – La président de la TUSIAD Ümit Boyner au Sommet des affaires B20

La Turquie a été représentée par la TUSIAD au sommet B20, sommet des milieux d'affaires européennes du G20, co-organisé par la Fédération des industries coréennes, la Chambre d'Industrie et de Commerce de Corée, l'Union coréenne de commerce international et la Fédération coréenne des banques à Séoul au Corée du Sud.

Dans le cadre du sommet qui a pour objectif de discuter le rôle du secteur privé dans la croissance durable et équilibrée, plusieurs tables rondes ont été organisées. A cette occasion, la présidente de la

TUSIAD Ümit Boyner a contribué au rapport du groupe de travail sur les investissements directs étrangers dont elle était membre. Elle a par ailleurs participé aux tables rondes et au dîner de clôture. Les résultats des échanges de vue du sommet ont été ensuite présentés aux dirigeants des pays du G20.

La TUSIAD avait également participé au sommet B20 à Londres le 18 mars 2009.

6 novembre – Table ronde du Forum de Politiques Industrielles

Le Forum de Politiques Industrielles créé par la TUSIAD a organisé le 6 novembre sa première table ronde à Istanbul avec la participation du vice-Premier ministre chargé de la coordination des affaires économiques Ali Babacan et de la présidente de la TUSIAD Ümit Boyner.

Lors du Forum présidé par Agah Uğur, le président de la Commission de l'industrie, des services et de l'agriculture et membre du Conseil d'administration de la TUSIAD Ali Kibar a fait une présentation sur les contributions de la Turquie au sommet des milieux d'affaires dans le cadre des réunions de G20 à Séoul. Par ailleurs, İzak Atiyas, professeur à l'Université Sabancı, a fait une présentation intitulée « la croissance, la productivité et la politique industrielle ».

Le Forum qui a pour objectif de contribuer à créer et à développer une politique industrielle viable pour le renforcement de la productivité et basée sur la croissance durable, vise à organiser des tables rondes au moins une fois par an.

4 novembre – La remise du « Prix du Bosphore pour la Compréhension européenne 2010 » à Dr. Arend Oetker

La TUSIAD a décerné l'édition 2009 du prix du Bosphore pour la Compréhension européenne à Dr. Arend Oetker, président de l'institut allemand de la politique étrangère DGAP, Président du Conseil d'Administration d'Arend Oetker Holding et vice-président de la Fédération des industries allemandes BDI.

Le président du Haut Conseil Consultatif de la TUSIAD Mustafa Koç et la présidente de la TUSIAD Ümit Boyner ont prononcé les discours d'ouverture de la cérémonie de remise de prix qui s'est déroulée en présence de l'invité d'honneur, le ministre d'Etat chargé de la planification et du GAP Cevdet Yılmaz.

Le prix de la TUSIAD est décerné aux travaux visant à supprimer les obstacles politiques, économiques, sociaux et culturels auxquels fait face la Turquie au cours de son intégration à l'Union européenne et aux personnes ou institutions contribuant au développement des valeurs communes, de la compréhension mutuelle et de la coopération entre la Turquie et l'UE.

Les personnes ayant reçu ce prix jusqu'à présent sont :

2009 : Frank-Walter Steinmeier, président du groupe SPD (Parti social-démocrate) au Bundestag, ancien vice-chancelier et ancien ministre des affaires étrangères d'Allemagne.

2008 : Emma Bonino, vice-présidente du Sénat italien, ancienne commissaire européenne, ancienne ministre italienne du commerce international et des affaires européennes, membre de la Commission Indépendante sur la Turquie

2007 : Carl Bildt, ministre des affaires étrangères de la Suède

2006 : Günter Verheugen, vice-président de la Commission européenne
2005 : Jack Straw, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni
2004 : Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales (IFRI)
2003 : Dietrich von Kyaw, ancien ambassadeur d'Allemagne auprès de l'UE

4 novembre – Le 6ème Congrès sur la Concurrence : « La Compétitivité dans la conception de l'avenir »

Le 6ème Congrès annuel sur la Concurrence co-organisé par le Forum de la Concurrence TUSIAD-Université Sabancı et la Fédération des Associations Sectorielles (SEDEFED) a eu pour thème « La Compétitivité dans la conception de l'avenir » le 4 novembre.

Le Congrès s'est déroulé en deux sessions intitulées « Renforcer la compétitivité nationale : l'efficacité des marchés du travail » et « Renforcer la compétitivité sectorielle : Le secteur automobile ».

Dans le cadre de ces réunions, le Forum de la Concurrence et la SEDEFED ont présenté trois rapports notamment, « Le rapport sur la Compétitivité Mondiale 2010-2011 du Forum économique mondial (WEF), une évaluation sur la Turquie », « La compétitivité internationale du commerce » et « La compétitivité du secteur automobile ».

2-3 novembre – Séminaire de BOSMIP III sur le changement climatique

La TUSIAD, la Confédération des Employeurs de Turquie TISK et BUSINESSEUROPE ont organisé, les 2-3 novembre, à Abant, un séminaire sur le changement climatique dans le cadre du projet BOSMIP III (Business Organisations as Single Market Integration Players) soutenu par la Commission européenne.

Le séminaire avait pour objectif d'évaluer, avec les représentants des secteurs privés et publics, la politique de changement climatique de la Turquie et la position de la Turquie vis-à-vis des négociations internationales dans ce domaine, avant la 16ème Conférence de la CCNUCC, qui a débuté le 29 novembre au Mexique.

PUBLICATIONS

« Transatlantic Trends 2010 », German Marshall Fund, septembre 2010

Section V: Turkey and the West: Drifting Away

Summary: « Majorities in every EU country surveyed think that Turkey doesn't share enough common values to be part of the West. In 2004, 73% of the Turkish respondents said membership would be a good thing, but support has dropped to 38% by 2010. A plurality of Turks (48%) were not concerned about Iran acquiring nuclear weapons, in sharp contrast with EU (79%) and U.S. (86%) respondents who were concerned. In addition, the percentage of Turks who said Turkey should act in closest cooperation with countries in the Middle East on international matters has doubled to 20% from 2009. This was accompanied by a nine-point decline in those who said Turkey should cooperate with EU countries (13%) and those who said Turkey should act alone on international matters (34%). Only 6% of respondents had a preference to work closely with the United States. »

Le communiqué de presse: [Cliquez ici](#)

La publication: [Cliquez ici](#)

« Turkey as a Regional Economic Actor: Successes and Weaknesses », Franco Zallio, Mediterranean Policy Program - Series on the Region and the Economic Crisis, German Marshall Fund, 23 novembre

Summary: « Favorable economic prospects encourage Turkey to strengthen its presence in the Middle East North Africa (MENA) region. By leveraging both its geographical proximity and a series of bilateral agreements on free movement of people and goods, Turkey is significantly increasing its exports to the region, which now account for more than a quarter of its total exports. This is supporting rapid economic recovery and the growing assertiveness of Turkish foreign policy in the region. Sustainability of economic growth in the medium- to long-term requires structural reforms to improve productivity and enhance competitiveness. However, reforms have a significant political cost, and are slowed down by the upcoming elections. If the government does not take advantage of the current favorable conditions to achieve these reforms, Turkish economy prospects will be damaged. This would also weaken the economic foundations of current Turkish foreign policy in the MENA region. »

La publication: [Cliquez ici](#)

« Turkey, the NATO Summit, and After », Dr. Ian O. Lesser, « On Turkey » Paper Series, German Marshall Fund, 23 novembre

Summary: « The Lisbon Summit outcomes are good news for Turkey. The Alliance is finally turning to strategic challenges more relevant to Turkey's neighborhood. Even on the hotly-debated question of missile defense, the agreed approach enhances Turkish security and improves the outlook for cooperation with Russia. Above all, the Lisbon experience suggests that some aspects of Turkish foreign policy remain cautious and traditional, and the NATO connection still matters when it comes to working with Ankara. Putting all of this into practice will not be easy. But getting it right could help reverse the sharp slide in Turkish public attitudes toward NATO — if political leaders are willing to take up the challenge. »

La publication: [Cliquez ici](#)

« The European Commission's 2010 "Progress Report" and Real Progress in Turkey-EU Relations, Emiliano Alessandri, « On Turkey » Paper Series, German Marshall Fund, 16 novembre

Summary: « Estrangement in Turkey-EU relations has, unfortunately, become a fact. Although overdramatized by the media, the question of whether Turkey will eventually decide to go it alone in world affairs is real. The recent European Commission progress report, however, makes only scattered references to either issue. Although the EC is right in its overall judgment, the political dimension of what has transpired in Turkey this year is largely missing from its report. Turkey's EU aspirations will remain unfulfilled until there is at least some broad alignment between what is done in the accession process and what is discussed in international capitals. Two issues may help to provide a better grasp of the problem: the recent reform of the Turkish Constitution and the evolution of Turkish foreign policy. »

La publication: [Cliquez ici](#)

« Party Oligarchy: Why Turkish Political Parties Fail to Change Their Leaders », Ilter Turan, «On Turkey» Paper Series, German Marshall Fund, 9 novembre

Summary: « Electoral failure, which constitutes a major opportunity for parties to renew their leaders in other democratic systems, does not serve the same function in Turkish politics. Instead, leaders successfully argue that they cannot leave the party leadership vacant under such difficult circumstances. Over the years, in many democracies, countervailing powers, practices and understandings developed to protect against the retention of power by party leaders. However, there continue to be a number of factors that promote such oligarchic practices in Turkey. These include the high concentration of party power at the center, parties' dependence on public funds, and centralized decisions regarding election candidates. »

La publication: [Cliquez ici](#)

« Democratization and Europeanization in Turkey after the September 12 Referendum », Emiliano Alessandri, « Insight Turkey », Center on the United States and Europe, Brookings Institution, 11 novembre

Summary: « The recent reform of the Turkish constitution makes Turkey a more democratic country according to European Union standards. This does not mean, however, that Turkey is automatically closer to its goal of EU membership as a result of the September 12 referendum. Dynamics surrounding the latest reforms confirmed that, over the years, Turkey's democratization and Europeanization processes have become less and less the product of a deliberate effort coherently pursued by Turkish elites than the uncertain outcome of what is primarily a struggle for power involving actors representing different segments of the Turkish state and society. A democratic Turkey as a full member of the EU remains a possibility in the medium-to-long term but one that seems to increasingly depend on a combination of favorable developments - a renewed interest in the EU in Turkey and vice versa, a constructive engagement between the government and opposition parties on the future reform agenda, as well as a sustainable solution to the Kurdish issue - which at the moment look far from likely. »

La publication: [Cliquez ici](#)

SITES UTILES

[Administration de Privatisation](#)

[Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements](#)

[Agence Française pour le développement international des entreprises](#)

[Ambassade de France - Service Economique Régional, Ankara](#)

[Association des investisseurs étrangers, Istanbul](#)

[Banque centrale de la République de Turquie](#)

[Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Turquie](#)

[Confédération Turque des Unions d'Employeurs, TISK](#)

[Euractiv](#)

[Fondation turque des études économiques et sociales](#)

[German Marshall Fund](#)

[Institut National des Statistiques](#)

[Ministère des Affaires Etrangères](#)

[Ministère des Finances](#)

[Secrétariat Général des Affaires de l'UE, Ankara](#)

[Sous-secrétariat du Commerce extérieur](#)

FICHE D'INFORMATIONS : L'ECONOMIE TURQUE

- Une population de 72,6 millions :
 - un ménage est composé de 4,1 personnes (*en décroissance*)
 - $\pm 26\%$ sont au-dessous de 15 ans (*en décroissance*)
 - 75% de population urbaine (*en croissance*)
 - une population stabilisée de ± 85 millions en 2030
- Produit Intérieur Brut (PIB) : 694 milliards € (PPA)
- Taux de croissance : 2003 : + 5,3% 2004 : + 9,4% 2005 : + 8,4%
2006 : + 6,9% 2007 : + 4,6% 2008 : + 1,1%
- La 15^{ème} plus grande économie du monde (PPA) – Membre de G-20
- Principaux partenaires commerciaux : * Union européenne: 42,6% (La Turquie est le 7^e partenaire commercial de l'UE)
* Russie : 9,4% * Etats-Unis : 4,9%
Exportations de la Turquie vers l'UE – 2009 : € 33,6 milliards
Importations de la Turquie en provenance de l'UE – 2009 : € 40,4 milliards
Déficit commercial en faveur de l'UE – 2009 : € 6,8 milliards
- La production industrielle : 30% du PNB (services : 60%.; agriculture : 10%)
Les produits industriels : **95,2%** des exportations (habillement, automobile, textile, électronique, électroménager, acier, verre...)

Au niveau mondial, la Turquie est :

En Europe, la Turquie est :

- | | | |
|---|---|---|
| - le 6 ^e producteur de ciment | - le 1 ^{er} fabricant de télévision | - 4 ^e dans pièces détachées et automobile |
| - le 2 ^e producteur de verre plat | - le 1 ^{er} constructeur de bus/autocar | - le 3 ^e producteur de fer et d'acier |
| - le 1 ^{er} producteur de bore | - le 3 ^e fabricant de céramique | - le 6 ^e fabricant de réfrigérateur |
| - le 2 ^e exportateur de bijoux | - le 4 ^e marché de télécoms | - le 3 ^e fabricant de yacht, 8 ^e de bateaux |
| - le 6 ^e exportateur d'habillement | - le 6 ^e fabricant de machines industrielles | |

et aussi : la plus riche en biodiversité et le plus grand marché émergent

- **Investissements Directs Etrangers** : € 8,1 milliards – 2005 € 16 milliards – 2006
€ 16,1 milliards – 2007 € 12,4 milliards – 2008
En Turquie, 18000 sociétés à capitaux étrangers opèrent, $\frac{1}{3}$ des banques et $\frac{1}{4}$ de 500 grandes entreprises sont étrangères. Les investissements directs turcs dans plus de 50 pays s'accroissent sans cesse (€ 1,8 milliards en 2008). Taux de 20% pour l'impôt sur les sociétés (moyenne de l'OCDE).
- **Une société d'information en forte croissance** : Plus de 35% d'augmentation par an pour la vente d'ordinateur
22 compagnies turques / 500 compagnies de NTIC les plus performantes
 ± 67 millions abonnés de GSM
 ± 30 millions utilisateurs d'Internet
 ± 40 chaînes de TV au niveau national, ± 250 au niveau local
→ e-gouvernement en expansion
- Privatisation : Privatisations valant € 22,1 milliards au cours des 5 dernières années.
- Tourisme : 7^e destination du tourisme mondial, 27 millions de touristes en 2009.
Istanbul sera la CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE 2010.
- **REFORMES** : Le Parlement turc a adopté des réformes compréhensives avec le soutien de la société civile (le secteur privé, les associations professionnelles, les syndicats, les ONGs, les institutions académiques, la presse...)

- Des réformes constitutionnelles et institutionnelles en vue de répondre aux critères de Copenhague
 - Le code civil, le renforcement des droits des femmes
 - La diffusion d'émission et l'enseignement dans la langue Kurde, la liberté d'expression et d'association
 - L'abolition de la peine de mort, Nouveau Code Pénal
 - La politique de concurrence, les droits de propriétés intellectuelles et industrielles
 - La standardisation et la certification, l'accréditation, l'arbitrage international
 - La législation douanière, le tarif douanier commun, le cumul d'origine Pan-européenne
 - La sécurité sociale, les indemnités de chômage
 - Les régimes de production externe et interne, surveillance et l'administration des quotas
 - La législation fiscale, les régulations bancaires, la libéralisation dans la télécommunication
-
- 1996 : Union douanière entre l'UE et la Turquie.
 - 1999 : Le sommet d'Helsinki: « **La Turquie est officiellement un pays candidat pour l'adhésion à l'UE** ».
 - 2004 : La Commission européenne décida que la Turquie remplissait suffisamment les critères de Copenhague.
 - 2004 : Le Conseil européen décide l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie.
 - **2005** : **L'ouverture officielle des négociations d'adhésion avec la Turquie le 3 octobre.**
 - 2008 : Le Conseil européen adopte un « Partenariat pour l'Adhésion de la Turquie » révisé le 18 février.
 - 2008 : 3^e Programme National pour l'adoption de l'acquis communautaire